

REPUBLIQUE TOGOLAISE

**APPELER LE 111**

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

29 mars 2023

FAITIERE DES COMMUNES DU TOGO :

UN PROJET POUR LA PROMOTION DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES

Lomé, 29 mars (ATOP)- La présidente de la Faitière des communes du Togo (FCT), Mme Yawa Kouigan, a lancé le mardi 28 mars à Lomé, le projet : « centre de promotion féminine à Ogou 1 et égalité femmes-hommes dans les communes du Togo » au cours d'une réunion de cadrage



La présidente Kouigan (milieu) à lancé le projet



Des participants à la réunion

Le projet est conjointement mis en œuvre par la FCT et la commune Ogou I, et cofinance par l'Union européenne et l'Association internationale des maires francophones (AIMF) à travers le programme 2022 du Fonds européen de coopération.

Cette réunion a permis de présenter le projet dans sa globalité, le comité de pilotage et la coordination du projet aux participants, notamment les maires des communes concernées, le représentant du ministère chargé de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, la représentante du GF2D et les partenaires. Elle a été également le lieu de préciser les rôles et responsabilités de chaque partie prenante lors de la mise en œuvre, de partager et valider les outils de mise en œuvre du projet.

Mme Kouigan a indiqué que le projet est prévu pour une durée de 24 mois et vise à promouvoir l'égalité femme-homme dans les collectivités territoriales du Togo. Il a pour

ville pilote la commune Ogou I et celles de rayonnement, Tone 1, Kozah I, Tchaoudjo I et Zio I.

Mettre fin aux inégalités entre les femmes et les hommes

La présidente de la FCT a relevé qu'il est démontré que les inégalités entre les femmes et les hommes touchent tous les secteurs et les niveaux, que ce soit dans l'accès aux ressources, aux informations, aux services, à l'espace public, aux opportunités et à la prise de décision. Elle a précisé que ces inégalités façonnent les rôles distincts assignés aux femmes et aux hommes, qui sont amenés à évoluer dans le temps, et dont l'analyse est couverte par le concept de «genre». Mme Kouigan a souligné qu'au Togo et dans le cadre de l'autonomisation des femmes, l'accès à la propriété foncière, surtout en matière de possession et de succession demeure un grand défi. « En effet, par le passé, le droit coutumier cohabitait avec le droit moderne au Togo. Or, dans de nombreuses traditions, la femme bien qu'étant un acteur très actif dans l'exploitation des terres, la commercialisation des produits agricoles, et leurs transformations, n'avait pas droit d'hériter la terre », a-t-elle déploré.

La présidente de FCT a indiqué que depuis quelques années, le gouvernement a lancé le processus de réformes dans le secteur qui a débouché sur un avant-projet de loi relatif au Forum national du foncier au Togo, et ce dernier a été adopté en juin 2018 par l'Assemblée nationale. « Des organisations non-gouvernementales soutenues par les partenaires techniques et financiers essayent de diffuser ces nouveaux textes afin de réduire le fossé entre les sexes au niveau de l'accès à la terre. Des violences faites aux femmes dans les sociétés, deviennent de plus en plus récurrentes à cause de l'insuffisance d'informations et de formations sur les textes, à l'accès limité des femmes aux ressources, l'analphabétisme, l'absence de capacités de décision pour planifier les naissances, le poids de certains codes de la famille », a-t-elle souligné.

Mme Kouigan a affirmé que cette situation mérite des actions concrètes en vue de promouvoir l'autonomisation de la femme dans les communes du Togo. « C'est dans ce cadre que la Faïtière des communes du Togo et la commune Ogou1 bénéficient de ce projet », a-t-elle conclu. ATOP/TD/CA

ECHOS DE LA CAPITALE

LES FEMMES REVENDEUSES DE FRUITS DU MARCHÉ "ABATTOIR" SENSIBILISEES SUR LES TIC

Lomé, 29 mars (ATOP) – La branche togolaise de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté (WILPF-Togo) a organisé, le mardi 28 mars à Lomé, une causerie-débat à l'intention des revendeuses de fruits du marché "Abattoir" sur l'utilité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'exercice de leurs Activités génératrices de revenus (AGR).

Cette sensibilisation est placée sous le thème "L'importance des NTIC et réseaux sociaux dans le quotidien de la femme : initiation des femmes à l'usage de l'outil informatique". Elle a permis d'éclairer les revendeuses sur le sens de la journée internationale de la femme et de les entretenir sur l'usage bénéfique de leur portable Android.

Le 8 mars est institué par les Nations unies pour permettre de se remémorer la lutte des femmes aux Etats unis d'Amérique pour revendiquer leurs droits à être traitées de la

même façon que les hommes selon la présidente de WILPF-Togo, Mme Idrissou Traoré Bassiratou, épouse Djobo. Cette journée est une occasion de réflexion-bilan et non une occasion de festoyer, a-t-elle dit. Elle a souligné que le numérique doit être un outil de marketing pour faire avancer les AGR avant de convier les femmes à la vigilance dans l'utilisation du numérique pour éviter les arnaques.



Mme Idrissou (micro) s'adressant...



...aux revendeurs de fruits du marché d'Abattoir

Les revendeuses ont émis le vœu que l'organisation programme une nouvelle formation pratique sur l'utilisation utile et efficace des portables Android pour la promotion de leurs AGR et la vente de leurs produits. ATOP/AR/GKM

NOUVELLES DES PREFECTURES

PROJET D'APPUI AUX STRUCTURES DE PROTECTION D'ENFANTS VULNERABLES AU TOGO :

LE PERSONNEL DE SIX CENTRES D'ACCUEIL EN FORMATION A SOKODE

Sokodé, 29 mars (ATOP)-Un atelier de formation du personnel de six centres d'accueil et d'accompagnement des enfants des régions des Plateaux, Centrale et de la Kara se tient les 29 et 30 mars à Sokodé.

Cet atelier est initié par l'ONG Creuset Togo dans le cadre du Projet d'appui aux structures de protection d'enfants vulnérables au Togo (PASPEV). L'objectif est de renforcer les capacités desdits centres en matière d'encadrement des enfants accueillis, et de les outiller sur le



Les participants

bon usage des différents documents de travail répondant aux normes et standards applicables aux structures d'accueil des enfants vulnérables. Il s'agit, notamment de recycler les responsables de ces centres sur les modules développés lors des précédentes formations, de corriger les faiblesses constatées sur les plans pédagogiques, psycho social et juridique puis de permettre aux centres d'élaborer eux-mêmes et de disposer des documents adaptés à leurs cibles. Il est question aussi de partager avec les acteurs les bonnes pratiques relevées au niveau de certains centres.

Les participants seront renforcés, à travers des modules sur « *L'accueil et l'accompagnement des enfants, l'éveil précoce, les instructions et astuces pour mieux animer les activités des centres* ». Ils seront également instruits davantage sur « *La psychologie de l'enfance, l'importance du temps de jeux libre pour les enfants, et l'organisation des activités sympas les week-ends* ».

Le coordonnateur du PASPEV, Adjia Apeta Christian a indiqué qu'à travers cette formation, le projet veut donner du tonus et de la vivacité aux centres pour que leurs activités se fassent dans de bonnes conditions. Selon lui, « *Les bonnes pratiques pour un centre sont relatives à l'organisation du travail, à la planification hebdomadaire, à la programmation en fonction de tous les animateurs, et au classement des dossiers des enfants* ».

En marge de l'atelier, trois centres d'accueil parmi les six ont reçu leur agrément. Le coordonnateur a remercié l'ONG Creuset Togo qui a, depuis novembre 2019, accompagné les centres pour l'obtention de ce document afin d'être en règle vis-à-vis des normes, standards et textes ratifiés par le Togo.

Créée en 2006, l'ONG Creuset Togo a pour but le développement et l'épanouissement intégral des populations en particulier des enfants. Elle mène précisément des actions en faveur de l'habilitation des populations vulnérables et surtout la protection et la promotion des droits des enfants.

ATOP/MEK/AJA

OGOOU :

LES PREVISIONS AGRO-HYDRO-CLIMATIQUES AU SUD DU TOGO PRESENTEES A ATAKPAME



Des participants

Atakpamé, 29 mars (ATOP)- Des résultats de prévisions des caractéristiques agro-hydro-climatiques de la grande saison pluvieuse au sud du Togo ont été présentés le mardi 28 mars à Atakpamé, aux acteurs du secteur agricole et aux journalistes des Plateaux.

Cette rencontre de diffusion des informations climatiques a été organisée par l'Agence nationale de la météorologie (ANAMET) avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale. L'objectif

est d'informer le monde agricole et autres acteurs, de la situation climatique au Togo notamment les tendances et caractéristiques afin de permettre aux populations et surtout aux producteurs de mettre en place des stratégies pour réussir la campagne agricole.

Les travaux ont essentiellement porté sur la présentation des analyses et résultats de la prévision saisonnière 2023. Il s'agit, entre autres, des prévisions, des paramètres climatiques et de cumul pluviométrique de mars à mai et d'avril à juin. Ils ont également abordé la variabilité des paramètres agro-climatiques dans la zone bimodale et des écoulements d'eau.

Selon les prévisions, dans la ville d'Atakpamé, il est attendu au cours des mois de mars, avril et mai, une pluviométrie supérieure ou égale à 344,1 mm d'eau et courant les mois d'avril, mai et juin, elle va enregistrer un cumul de 468,2 mm.

Le directeur de la météorologie synoptique et des méthodes d'observation, Affo-Dogo Abalo a indiqué qu'au cours de la période de mars, avril et mai, il est prévu dans les

régions Maritime, Plateaux et Centrale, des précipitations normales qui évolueront vers une situation excédentaire. Il a fait savoir que dans les régions de la Kara et des Savanes, il est attendu une pluviométrie déficitaire à tendance normale. Il a convié les producteurs de promouvoir l'apport de fertilisants et le choix des variétés à cycles courts tolérantes au stress hydrique et à haut rendement.

Les travaux ont été ouverts par le secrétaire général de la préfecture de l'Ogou, Kondo Kpapou Clément. Pour lui, cette rencontre vient à point nommé, donner des repères et directives à respecter pour réussir la saison agricole 2023.

ATOP/KKT/TJ

DOUFELGOU/ PROTECTION DES ENFANTS ET DES JEUNES :
LE CADRE DE CONCERTATION EVALUE SES ACTIVITES
A MI-PARCOURS



Vue de l'assistance

Niamtougou, 29 mars (ATOP) - Les membres du cadre de concertation des acteurs de la protection de l'enfant (CCAÉ) de la préfecture de Doufelgou ont tenu le mardi 28 mars à Niamtougou, leur rencontre du premier trimestre de l'année, consacrée au bilan à mi-parcours des activités de protection de l'enfant.

La rencontre a bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF. Elle a permis de faire le bilan à mi-parcours des activités de protection de l'enfant, de relever

les difficultés rencontrées et de poser de nouvelles bases pour renforcer la protection des enfants dans la préfecture.

Les participants ont, au cours des travaux, suivi la présentation des rapports d'exécution des activités de 2022 et du plan d'action de 2023. Ils ont lancé la collecte des données de 2022 sur la protection des enfants visant à élaborer un document de référence en la matière. Les acteurs ont également échangé sur le mécanisme de gestion des cas et la faisabilité d'organisation des séances de sensibilisation à l'endroit de la cible.

Les rapports ont souligné des difficultés liées à la faible synergie entre les acteurs dans la gestion des cas d'enfants en situation de transit. Ils révèlent également que le CCAÉ Doufelgou a mené presque toutes les activités programmées, notamment, le renforcement de capacités des membres sur leurs rôles et responsabilités, l'organisation des émissions radiophoniques sur la thématique de la protection de l'enfant et de la journée de l'enfant africain. Le cadre de concertation a réintégré deux filles dans leurs cellules familiales et deux mineurs dans les cantons de Ténéga et de Pya (Kozah 2). Les membres ont apporté assistance aux mineurs handicapés, retrouvé les parents d'une mineure du village de Daterga récupérée au Bénin, appuyé l'incarcération d'un auteur de viol sur mineur. Ils ont aussi géré le cas d'une mineure enceinte exclue de l'école et ramené certaines jeunes filles ayant abandonnées l'école pour le Nigéria avec leurs garçons.

A l'issue des travaux, des recommandations ont été formulé pour dynamiser le cadre pour le respect du chronogramme des réunions, de la collecte des données sur la situation des enfants vulnérables et des cas d'abus.

Le directeur préfectoral de l'Action sociale Nanfangue Tambiaga et le chef division de la protection de l'enfant, Ekpenle Komlan ont exprimé leur reconnaissance aux

membres du cadre de concertation des acteurs de la protection de l'enfant (CCAIE) pour l'importance qu'ils accordent aux questions de la protection des enfants.

ATOP/SG/FD

AGOU :

UN PROJET D'ADDUCTION D'EAU, D'ELECTRIFICATION ET D'ASSAINISSEMENT INAUGURE A KOLO-MISAWOME

Agou-Gadzépé, 29 mars (ATOP)- Le projet d'adduction d'eau potable, d'assainissement et d'électrification en énergie solaire dans le village de Kolo-Misawome a été inauguré, le mardi 28 mars à Kolo Misawome, environ 27 km d'Agou-Gadzépé.



Électrification en énergie solaire



Château d'eau

Financé à hauteur de 303.000 Euros soit près de 207.000.000 F CFA, ce projet de l'ONG Electriciens Sans Frontière (ESF) a été exécuté avec l'appui de l'ONG Alaric Togo-France. L'objectif est de développer le village de Kolo Misawome, notamment dans les domaines de l'adduction d'eau, d'électrification et d'assainissement.

Le chef du projet et administrateur de l'ONG-ESF, Patrick Sambarino et la présidente de l'ONG Alaric Togo-France, Mme Isabelle Delahaye ont indiqué que le projet a permis la réalisation de deux forages équipés de pompe solaire, la construction d'un château d'eau et la création d'un réseau de distribution d'eau vers neuf bornes fontaines publiques dont deux dans les écoles primaires publiques. Il a comporté également la construction de sept blocs latrines douches, six abri-poubelles et l'électrification du village ainsi que les deux écoles. Le projet a intégré un réseau d'irrigation d'un jardin, des unités de production de champions et de mil dans le cadre du projet « femme et cantine » en cours de mise en œuvre dans le village.

Le député et maire de la commune Agou 1, Bolouvi Sénam Patrick a indiqué que ces différentes réalisations illustrent le parfait partenariat entre le Togo et la France. « Grâce à ces ouvrages, plus de deux mille personnes bénéficieront d'une amélioration de leur accès à l'eau potable et une meilleure condition sanitaire », a dit M. Bolouvi. Selon lui, l'irrigation des jardins permettra d'aider les femmes dans la production des cultures de contre-saison, ce qui aura un impact sur les conditions de vie des populations et par ricochet l'économie locale.

Le représentant du ministre de l'Eau et de l'hydraulique villageoise, Kogo Koffi Itsè, DRH-Plateaux a réitéré sa reconnaissance à l'ONG-ESF et tous les partenaires ayant œuvré pour la réalisation des ouvrages. « Si vous gérez bien aujourd'hui, nos partenaires vont venir plus nombreux pour la réalisation d'autres projets », a dit M. Kogo.

La cérémonie s'est déroulée en présence du préfet d'Agou, Ali Mouzou, du directeur de cabinet du ministre en charge de l'Enseignement technique et de l'artisanat,

Eugène Nyawame, des directeurs généraux, des chefs traditionnels et la communauté de Kolo-Misawome. La coupure du ruban et la visite des sites ont mis fin à la cérémonie.
ATOP/BSM/AJA

BAS-MONO :

DES FEMMES ET JEUNES FILLES SENSIBILISEES SUR L'IMPORTANCE DES TIC A AFAGNAN

Afagnan, 29 mars (ATOP)- Des femmes et jeunes filles de la commune de Bas-Mono1 ont été sensibilisées sur leurs droits, devoirs et l'importance des Technologies de l'information et de la communication (TIC) le lundi 27 mars à Afagnan, chef-lieu de la commune.

La rencontre est à l'actif de l'Association racine féminine (ARF) basée à Lomé. Cette sensibilisation est axée sur le thème : "l'innovation technologique pour l'égalité des sexes, la lutte pour les droits des femmes et la justice auprès de nos groupements". Elle se situe dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, célébrée chaque 8 mars.

Ces assises ont permis d'éduquer les femmes et les jeunes filles sur la journée de 8 mars et l'importance des TIC. Les participants ont été renseignés sur l'utilisation des TIC, les inconvénients du numérique dans la vie active de la femme. Elles ont été instruites sur les facteurs qui peuvent contribuer au succès de l'utilisation des numériques par la femme.

Développant le thème, le directeur exécutif de ARF, Désiré Nadémissi a relevé les avantages des TIC et attiré l'attention des femmes sur les dangers du numérique dans leur vie. Il a demandé à tous ses interlocuteurs de prendre conscience de l'importance des TIC, de bien les utiliser pour développer leurs activités génératrices de revenus.

Le secrétaire général de la préfecture de Bas-Mono, Edoh Komlanvi, le 2e adjoint au maire de la commune de Bas-Mono1, Dodo Koffi et la présidente de ARF, Mme Agbodjive-Guémédji Nadège ont assisté à la rencontre. ATOP/DK/GKM

KOZAH :

LES ELEVES DU LYCEE D'AWANDJELO SENSIBILISES SUR L'USAGE DU TELEPHONE A L'ECOLE

Kara, 29 mars (ATOP) - Les élèves du lycée d'Awandjélo dans la commune Kozah 4, ont été sensibilisés le mardi 28 mars sur le thème : « l'utilisation du téléphone portable et ses conséquences sur le droit à l'éducation ».

Cette sensibilisation est une initiative de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), section Kara pour conscientiser les apprenants sur les impacts négatifs de l'usage du téléphone portable en milieu scolaire. Les élèves ont été éduqués à travers des exposés sur l'impact positif et négatif du téléphone portable sur l'éducation et les mesures d'éradication de sa mauvaise utilisation. Ils ont également été renseignés sur l'institution qu'est la CNDH.

Pour le chargé d'études à la CNDH, Méréza Babizim, les élèves peuvent utiliser le téléphone pour consolider les cours et informations donnés par les professeurs en classe,



M. Batili entretenant l'assistance (vue partielle)

à travers des recherches complémentaires sur internet. Il a déploré le fait que l'utilisation de cet outil par les apprenants a contribué négativement au changement de comportement par la montée des actes d'indiscipline et du dysfonctionnement des relations famille-école.

Le chef d'antenne de la CNDH Kara, Battili Mandabuwélé a invité les apprenants à rationaliser l'usage du téléphone portable depuis leurs maisons afin de mieux se concentrer dans leurs études. M. Battili a encouragé les élèves à devenir des citoyens responsables et conscients pour la relève de demain. ATOP/SG/BV

OTI :

LES TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LA TRANSHUMANCE DANS L'ESPACE CEDEAO VULGARISES



Les participantes

Coordination togolaise des organisations paysannes et des producteurs agricoles (CTOP) avec l'appui du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest (ROPPA). L'atelier a regroupé des autorités locales, des responsables des services déconcentrés de l'Etat, des représentants des associations d'éleveurs et d'agriculteurs des communes de l'Oti1, de l'Oti-Sud 1, Kpendjal 1, Tône 4 et des représentants des partenaires techniques et financiers.

L'objectif est de renforcer le niveau d'information et de sensibiliser les agriculteurs et éleveurs y compris les femmes et les jeunes au niveau des zones de départ, de transit et d'accueil des troupeaux transhumants sur les textes réglementant la transhumance d'une part. A terme, cette assise va contribuer à la réduction des conflits en permettant à l'ensemble des parties prenantes, l'utilisation des ressources naturelles.



Les participants



Le préfet Ouadja (3e de la droite) ouvrant les travaux

Au cours des travaux, l'assistance a suivi deux communications présentées respectivement par le point focal de la transhumance à la direction de l'Elevage, Dr Boukaya Aboudou sur les projets et programmes réalisés et en cours de réalisation dans

le cadre de la mise en œuvre de ce projet MOPSS au Togo et les autres pays bénéficiaires de la sous-région. La seconde développée par le chargé de programme à ROPPA, Pakodjogo Dieudonné a trait aux conflits en lien avec la transhumance et approches de gestion avec l'appui de la CTOP et les autres partenaires.

Les communications ont permis aux participants de mieux se renseigner sur les projets et programmes réalisés, entre autres, des structures agro-pastorales, des forages, des retenues d'eau, des couloirs de passages d'animaux balisés, la réalisation d'une carte de transhumance, la construction des champs écoles à Lama-tessi, à Agbassa et à Mango.

Les participants ont formulé des recommandations. Il s'agit notamment de la création des aires de pâturages, la vulgarisation des textes en vigueur dans les communes bénéficiaires, la mise en place d'un cadre permanent de concertation, l'implication active des maires dans la gestion des conflits liés à la mobilité des animaux.

A l'ouverture, le préfet de l'Oti, Col Ouadja Ghandi Jacques a relevé la pertinence de cet atelier qui vise, in fine, l'inclusion sociale et la consolidation de la paix. Le préfet a fait remarquer que malgré la suspension de la transhumance depuis 2021 pour des raisons sécuritaires et sanitaires (Covid 19), on remarque une mobilité du bétail dans les communes occasionnant des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

ATOP/TT/GKM

TONE/FESNAD 2023 :

LES GROUPES « BONTANA » DE KPENDJAL ET « KNATCHIME » DE L'OTI-SUD REPRESENTERONT LA REGION DES SAVANES A LOME

Dapaong, 28 mars (ATOP) – Les groupes folkloriques « Bontana » de Kpendjal et « Knatchime » de l'Oti-Sud ont été retenus pour représenter la région des Savanes à l'apothéose à Lomé lors de la phase régionale de la 6^{ème} édition du Festival national de danses traditionnelles du Togo (FESNAD), le mardi 28 mars à Dapaong.

Placée sous le thème : « résilience de la tradition face aux défis des sociétés modernes », ce festival est à l'actif du ministère de la Culture et du Tourisme. Il s'inscrit dans le cadre des festivités devant marquer la célébration de l'accession du Togo à la souveraineté internationale. Cette manifestation culturelle se veut un cadre de promotion de la culture togolaise et renforce ainsi les liens entre filles et fils d'un même pays. La rencontre a été l'occasion de célébrer la culture en valorisant les diversités culturelles de la région des Savanes à travers chants et danses.

Durant 1 heure 15 minutes, 7 groupes de danses traditionnelles des 7 préfectures de la région ont fait montre de leur savoir faire ancestrale. Il s'agit des groupes Kompo-Siek de Tône, Djinsa de Cinkassé, Bontana de Kpendjal, Bontana Pogno de Kpendjal-Ouest, Pok'nt de Tandjouraré, Talkout de l'Oti, et de Knatchime de l'Oti-Sud.

Ces groupes ont presté sous la supervision d'un jury de trois membres présidé par le directeur régional des Sports et Loisirs des Savanes, Bomboma Yempab. Les concurrents ont été notés sur différents critères : l'authenticité, l'esthétique d'ensemble, le



Le groupe Bontana de Kpendjal

costume, la gestion du temps imparti, l'occupation de la scène. Chaque groupe avait 10 minutes pour prêter.



Le préfet Tchimbiandja (milieu) à l'ouverture des travaux



Le groupe Knatchime de l'Oti-Sud sur scène

A terme, le groupe de danse traditionnelle « Bontana de Kpendjal » a occupé la première place avec 46,5 points sur 60. La deuxième place est revenue à « Knatchime de l'Oti-Sud » avec 43 points sur 60. L'apothéose qui se tiendra le 26 avril prochain à Lomé. Le préfet de Tône, Tchimbiandja Yendoukoa Douiti a exprimé sa gratitude au gouvernement qui ne ménage aucun effort pour rehausser la culture togolaise. « Nous tous, dans les Savanes, nous serons derrière vous pour la victoire finale à Lomé », a-t-il souligné.

Le directeur régional des arts et de la culture des savanes, Abi Essozimna et le directeur de la promotion des Arts et de la Culture, Azati Vinyo ont souligné que c'est à travers ce festival qu'on découvre d'autres danses intéressantes du Togo. Tout en félicitant les gagnants, ils les ont exhortés à continuer le travail en tenant comptes des conseils du jury afin de représenter valablement et dignement la région des Savanes à Lomé. ATOP/BBG/TD

NOUVELLES DE L'ETRANGER

RDC :

UN RAPPORT DE L'ONU DECRIT UNE SITUATION « ALARMANTE » DANS LES PROVINCES DE L'EST

Kinshasa, (RFI) - Antonio Guterres a rendu public son rapport préliminaire sur la situation en RDC. Dans ce document, qui couvre la période du 1er décembre 2022 au 20 mars 2023, il décrit une situation alarmante, particulièrement dans trois provinces de l'Est de la RDC, avec une forte augmentation de la violence perpétrée principalement par les Forces alliées démocratiques (ADF), la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) et le Mouvement du 23 mars (M23).

Dans la province du Nord-Kivu, la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée, particulièrement dans le Petit Nord. Le secrétaire général des Nations unies (ONU) revient sur l'offensive du M23 et avance des chiffres qui accablent davantage le mouvement armé. Il dit par exemple qu'entre le 1er décembre et le 15 février, le M23 aurait tué 43 civils, dont deux femmes et trois enfants, et en aurait blessé 21 autres.

Antonio Guterres attire l'attention sur les conséquences de ce conflit sur d'autres crises que connaissent les provinces voisines au Nord-Kivu et souligne le fait que

l'activisme du M23 a eu un impact sur la dynamique des groupes armés au Sud-Kivu. Certains mouvements armés du territoire de Kalehe ont cherché à se réactiver, en vue de rejoindre la lutte contre le M23, illustre-t-il.

Le secrétaire général de l'ONU appelle une fois de plus ce mouvement à respecter le cessez-le-feu, afin de créer les conditions de son retrait total et effectif de toutes les zones, en particulier dans les zones rurales. Il s'est dit également alarmé par l'escalade des tensions entre la RDC et le Rwanda.

En dépit du déploiement de plusieurs troupes étrangères dans la région, Antonio Guterres encourage les deux parties à régler leurs différends par le dialogue et les mécanismes existants de résolution des conflits.

RFI

L'UNICEF APPELLE À DES FINANCEMENTS POUR RÉPONDRE À L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA DANS 11 PAYS D'AFRIQUE

NAIROBI, (Xinhua) - Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé un appel à financement à hauteur de 171 millions de dollars américains pour répondre à la hausse du nombre de cas de choléra dans onze pays d'Afrique de l'Est et australe.

Selon l'UNICEF, 28 millions de personnes sont dans le besoin au Malawi, au Mozambique, en Somalie, au Kenya, en Ethiopie, en Zambie, au Soudan du Sud, au Burundi, en Tanzanie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud.

"Pour répondre aux besoins croissants des enfants et des familles dans les régions impactées par le choléra, l'UNICEF appelle de toute urgence à un financement de 171 millions de dollars", a déclaré l'organisation dans un communiqué publié lundi.

L'UNICEF a précisé que ces fonds serviraient à fournir des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de santé, de communication sur le risque, de nutrition, de protection de l'enfance et d'éducation aux femmes et enfants affectés par l'épidémie.

Ces onze pays connaissent une épidémie de choléra extrêmement préoccupante avec 67.822 cas et 1.788 décès, selon les estimations, a rapporté l'UNICEF le 10 mars, soulignant que les chiffres réels étaient probablement plus élevés considérant les limites des systèmes de surveillance, la sous-déclaration et la stigmatisation qui entravent le suivi de la maladie.

L'organisation a indiqué qu'elle développait des plans de réponse individualisés contre le choléra tenant compte des conditions uniques propres à chacun des pays affectés.

Selon l'UNICEF, les budgets pour le Malawi et le Mozambique comprennent des fonds pour les aider à faire face aux inondations récentes causées par un cyclone dans ces deux pays, car les inondations constituent un risque prioritaire d'aggravation de la propagation du choléra. XINHUA

SPORTS

4^{ème} JOURNEE DES ELIMINATOIRES CAN CÔTE D'IVOIRE 2023 :

LE TOGO CONTRAINT AU PARTAGE DES POINTS (1-1)

Lomé, 29 mars (ATOP) – Les Etalons du Burkina Faso contraignent les Eperviers du Togo au partage des points à domicile sur un score d'un but partout en match comptant

pour la 4^{ème} journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023, disputé le mardi 28 mars au stade de Kégué à Lomé. En match comptant pour la 3^e journée, les Etalons avaient dominé les Eperviers par 1-0.



Le but togolais

d'anéantir l'élan des Eperviers. Toujours focalisés sur leur objectif, les Eperviers du Togo finissent par offrir le but égalisateur aux supporters intervenu à la 25^{ème} mn, une œuvre de Fo-Doh Laba. Le score reste de parité (1-1) jusqu'à la pause.

De retour des vestiaires, les Eperviers maintiennent cet élan de détermination et de rage de vaincre en mettant la pression sur leurs adversaires. Ils inquiètent donc régulièrement le goal des Etalons, Kouakou Hervé Koffi, qui parvient à chaque fois à enrayer le danger. Toutes les offensives menées par les Eperviers pour corser l'addition ont été contrées par les Etalons, engagés à n'encaisser aucun but. Le score est resté de parité (1-1) jusqu'au coup du sifflet final de l'arbitre central, le Gambien Bakary Papa Gassama.

Pour le compte de cette 4^{ème} journée, dans le groupe "B" l'Eswatini s'incline devant le Cap Vert (0-1). A l'issue de cette 4^{ème} journée, le Burkina est classé 1^{er} avec 10 points. Il est suivi de Cap Vert qui totalise 7 points, puis viennent le Togo et l'Eswatini qui ont deux points chacun.

ATOP/AR/TD

ARGENTINE :

LOIN DE PARIS, MESSI REVIT

Buenos-Aires (Maxifoot)- Régulièrement pointé du doigt pour ses performances décevantes en Ligue des Champions mais surtout pour son manque d'envie, Lionel Messi revit avec l'équipe d'Argentine. Triple buteur contre Curaçao (7-0), la nuit dernière en amical, le champion du monde est un autre homme avec sa sélection.

Lionel Messi (35 ans) n'est plus le même homme. Longtemps décrié dans son pays en raison de l'absence de titres majeurs dans son palmarès, l'attaquant du Paris Saint-Germain a gagné le respect éternel de ses compatriotes en remportant la Copa América en 2021 et la Coupe du monde en 2022. Et forcément, ce changement de statut se ressent clairement ces derniers mois.

Messi régale sur et en dehors du terrain.

Retournée sur sa terre natale durant cette quinzaine internationale, La Pulga a pu mesurer l'ampleur de sa popularité, déjà très élevée, après le sacre au Qatar. Où qu'il aille, quoi qu'il fasse, l'ancien joueur du FC Barcelone est vu comme un géant. Dans la rue, en boîte de nuit, Messi est fêté comme le héros de toute une nation. La séquence où il sourit du monde venu à sa rencontre pour le saluer à la sortie d'un restaurant est d'ailleurs devenue virale sur les réseaux sociaux.

Sur le terrain, le septuple Ballon d'Or donne encore et toujours. Buteur sur coup franc face au Panama (2-0), il y a cinq jours, Messi s'est offert un triplé contre Curaçao (7-0), la nuit dernière en amical, devenant ainsi le troisième joueur à inscrire plus de 100 buts (102 en 174 matchs) avec son équipe nationale après Cristiano Ronaldo (122) et Ali Daei (109). Deux rencontres dans des ambiances exceptionnelles que le capitaine argentin a disputé dans leur intégralité.

Un rêve éveillé pour Messi

Un enthousiasme et une reconnaissance qui contrastent avec ce que le joueur vit à Paris, où ses performances dans les grands rendez-vous ne sont pas à la hauteur. D'ailleurs, il n'a pas hésité à appuyer sur la magie de cette parenthèse au pays. « Quelle belle façon de clôturer ce rassemblement. Impressionnant aujourd'hui toutes les personnes à Santiago del Estero. Espérons que nous pourrions continuer à partager de nombreux moments comme ceux-ci ensemble et que cette folie ne s'arrête jamais ! », a-t-il lancé sur les réseaux sociaux.

Après avoir pris plusieurs bains de foule, Messi va reprendre sa routine dans la capitale française. Un retour sur les bords de la Seine qui pourrait être son dernier après une trêve internationale puisque sa situation personnelle reste toujours aussi floue. Une poursuite de son aventure à Paris, où son contrat expire en juin, un retour à Barcelone, un départ en MLS, le natif de Rosario va devoir trancher. Une chose est certaine : il n'est plus le même joueur lorsqu'il porte le maillot de l'Albiceleste.

Maxifoot

LE CIO RECOMMANDE LE RETOUR DES RUSSES EN COMPETITION, MAIS TEMPORISE POUR LES JO 2024

Paris (RFI)-Le Comité international olympique a recommandé mardi 28 mars la ré-intégration des sportifs russes et biélorusses aux compétitions internationales, sous bannière neutre et « à titre individuel », pour peu qu'ils n'aient pas activement soutenu la guerre en Ukraine. Mais la commission exécutive de l'organisation décidera « au moment approprié » de leur éventuelle participation aux JO 2024 de Paris, que l'Ukraine, la Pologne et les pays baltes menacent de boycotter en cas de présence russe, a précisé le président du CIO Thomas Bach lors d'une conférence de presse.

Pressée depuis des semaines de clarifier sa position, l'instance olympique avait annoncé en décembre dernier « explorer des moyens » de ramener les bannis dans le giron du sport mondial, après avoir recommandé leur exclusion fin février 2022 en raison de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, avec le soutien de la Biélorussie voisine. C'est « un jour de honte » pour le Comité international olympique, a déclaré dans la foulée un vice-ministre polonais des Affaires étrangères après la recommandation du CIO de réintégrer sous conditions les sportifs russes et biélorusses aux compétitions internationales.

RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés